

Perpignan, le 30/09/2022

Préfecture
Direction des collectivités et de la légalité
Bureau du contrôle de légalité de l'urbanisme
et de l'environnement

Dossier suivi par : Cathy FONTVIEILLE-SAFONT
Tél : 04.68.51.68.66
Mél : catherine.safont@pyrenees-orientales.gouv.fr

ARRETE n°PREF/DCL/BCLUE/2022273-0003

AUTORISANT la société **SABLIERE-DE-LA-SALANQUE** à :

- poursuivre et approfondir l'exploitation d'une carrière alluvionnaire de sables et graviers ;
- remblayer les fosses d'extraction avec des déchets inertes ;
- exploiter une plate-forme de recyclage des déchets du BTP ;

implantées aux lieux-dits "Colomina d'Oms" et "Les Graves" sur les communes de **PERPIGNAN** et
VILLELONGUE DE LA SALANQUE

LE PREFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement de matériaux de carrière ;

Vu l'arrêté ministériel du 09/02/2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières pour la remise en état des sites d'exploitation de carrières ;

Vu l'arrêté ministériel du 31/07/12 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 12/12/14 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté n° 2013 1930007 du 12/07/2013 portant autorisation de poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière sur les communes de Perpignan et Villelongue-de-la-Salanque ;

Vu la demande téléchargée sur la plate-forme servicepublic.fr le 21/09/2021 par la société **SABLIERE-DE-LA-SALANQUE**, complétée le 20/01/2022 et le 05/04/2022 concernant un projet d'approfondir et poursuivre l'exploitation d'une carrière alluvionnaire de sables et graviers, de remblayer les fosses d'extraction avec des déchets inertes, d'exploiter une plate-forme de recyclage des déchets du BTP implantées aux lieux-dits "Colomina d'Oms" et "Les Graves" sur les communes de **PERPIGNAN** et **VILLELONGUE DE LA SALANQUE**

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

Vu la décision du Préfet des Pyrénées-Orientales du 12/01/2021 après examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté préfectoral n° PREF/DCL/BCLUE/2022119-0001 du 29 avril 2022, portant ouverture de l'enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale présentée par la société SABLIERE-DE-LA-SALANQUE, sur le territoire des communes de Perpignan et Villelongue-de-la-Salanque ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu la publication de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu les avis exprimés par les conseils municipaux consultés ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 15/09/2022 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence d'observation du demandeur sur ce projet confirmée par courriel du 16/09/2022 ;

CONSIDERANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les consultations effectuées n'ont pas mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDERANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 181-3 du Code de l'Environnement susvisé, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture.

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1- BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1- EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société SABLIERE-DE-LA-SALANQUE dont le siège social est situé Route d'Opoul D5 – Sarrat de la Traverse – 66600 SALSÉS-LE-CHATEAU, SIRET n°624 200 804 00026, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à :

- poursuivre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert alluvionnaire de sables et graviers et ses installations annexes,
- approfondir le fond de fouille,
- remblayer les fosses avec des déchets inertes,
- poursuivre l'exploitation d'une plate-forme de recyclage de déchets du BTP (concassage criblage, transit de minéraux, valorisation des déchets inertes).

ARTICLE 1.1.2- PARCELLAIRE

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Section	Lieu-dit	N°parcelle	S demandée (m²)	Propriétaire
Terrains destinés au stockage de matériaux et à la plate-forme de matériaux inertes : 9ha 94a 86ca					
PERPIGNAN	DW	COLOMINA D'OMS	130	9930	SCI SALANQUE
			131	4825	
			132	3068	
			133	1741	
			134	11263	
			135	10230	
	DX	LES GRAVES	291	4200	Sablière de la Salanque
			292	16320	
			55	4380	SCI SALANQUE
			56	4205	
			59	3986	
			60	2205	
			61	2165	
			62	3580	
			63	2052	
			64	3161	
			65	6148	
			66	6027	
Bande de 20m de large pour la piste d'accès à la zone d'extension : 5775 m² soit 0,58 ha.					
PERPIGNAN	DX	LES GRAVES	39p	2250	SCI SALANQUE
			40p	300	
			43p	1500	
			44p	300	
			45p	225	
			48p	300	
			49p	300	
			52p	300	
			53p	300	
Terrains d'extraction : 9ha 14a 59ca dont 7ha 67a 71ca pour la partie située sur la commune de Perpignan et 1ha 46a 88ca pour la zone de la commune de Villelongue de la Salanque.					
PERPIGNAN	DX	LES GRAVES	4	6110	SCI SALANQUE
			5	1563	
			6	1376	
			8	3060	
			9	6130	
			12	924	
			13	7970	
			15	11272	
			16	3138	
			17	3015	
			18	2976	
			19	8818	
			21	6422	
			22	3170	
			23	3075	
			24	6168	
			33	658	
			34	286	
			35	256	
			36	384	
VILLELONGUE DE LA SALANQUE	AS	LES GRAVES	87	4696	SCI SALANQUE
			88	4509	
			89	612	
			90	4871	

Le plan des parcelles cadastrales figure en **annexe 1**.

ARTICLE 1.1.3- AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION

Les opérations d'extraction et comblement des fosses d'extraction sont interdites pendant les mois de juin, juillet, août et septembre et pendant les périodes de reproduction des guépriers d'Europe.

Les zones d'extraction et la zone de transit et traitement de matériaux doivent être éloignés respectivement de 50 m et 40 m par rapport au haut des berges de la Têt. Ces limites sont matérialisées sur le site par un piquetage visible et résistant dans le temps.

Conformément aux préconisations qui ressortent des études PURE ENVIRONNEMENT dossiers 09-DO-21 d'août 2010 et 10-DO-26 de janvier 2011, les stockages de matériaux et les aménagements ou constructions nécessaires à l'exploitation du site sont positionnés de manière à ne pas constituer un obstacle à l'écoulement des crues ou à la réduction des surfaces inondables (en particulier les stockages de matériaux ne doivent pas être implantés perpendiculairement au sens d'écoulement des eaux superficielles et devront être positionnés en dehors des zones à grand débit).

Les zones retenues pour le stockage doivent être justifiées et reportées sur un plan tenu à la disposition de l'inspection.

Ces mesures sont contrôlées régulièrement par l'exploitant et les vérifications consignées sur un registre.

En cas d'alerte météo pouvant faire craindre un risque d'inondation du site, les engins et les équipements mobiles sont évacués du site.

L'activité sur le site de la carrière est limitée, sauf exception justifiée par l'exploitant, aux journées du lundi au vendredi, hors jours fériés et de 07h00 à 17h00.

L'occupation des parcelles 87, 88, 89 et 90 est limitée à une bande de 15 m au sud. Cette limite est matérialisée sur le site par un piquetage visible et résistant dans le temps.

Il est accordé une dérogation au respect de la bande réglementaire des 10 mètres au niveau de la limite Nord de la zone d'extraction « Ouest » sous réserve du maintien de la maîtrise foncière des terrains limitrophes Nord (parcelles n°14, 102, 127 et 101).

ARTICLE 1.1.4- MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions des arrêtés antérieurs et notamment de l'arrêté susvisé n° 2013 1930007 du 12/07/2013 sont supprimées par le présent arrêté.

ARTICLE 1.1.5- INSTALLATIONS CONNEXES ET APPLICATION DES ARRÊTÉS MINISTÉRIELS

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables :

- aux installations classées soumises à déclaration et enregistrement
- aux installations, ouvrages, travaux et aménagements (IOTA) soumis à la loi sur l'eau

sont applicables aux installations classées soumises à déclaration, enregistrement et aux installations soumises à la loi sur l'eau incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation, à savoir notamment :

- Arrêté du 22/09/94 relatif aux exploitations de carrières ;
- Arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 ;
- Arrêté du 10/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 ;
- Arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique [...] 2716 (déchets non dangereux non inertes) ;
- Arrêté du 09/06/21 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement.

CHAPITRE 1.2- NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1- LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique ICPE	Régime (*)	Libellé de la rubrique Critères de classement	Caractéristiques de l'installation Capacités maximales
2510-1	A	Carrières ou autre extraction de matériaux (exploitation de) : 1° Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6 (A)	Production moyenne : 70 000 t/an Production maximale : 80 000 t/an Périmètre autorisé : 19,67 ha Périmètre carrière : 9,15 ha Fosses d'extraction : 5,5 ha Durée sollicitée 20 ans
2515-1a	E	Installations de broyage, concassage, criblage, [...] et autres produits minéraux naturels [...], La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant supérieure à 200 kW	Installations mobiles : 508 kW
2517-1	E	Stations de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant supérieure à 10 000 m ²	Superficie : 70 000 m ²
2716-2	D	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 00 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Volume maximum de déchets : 500 m ³

(*) A : autorisation – E : enregistrement - D : déclaration

Les installations citées au présent article sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté (annexe 2).

ARTICLE 1.2.2- LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES OPÉRATIONS SOUMISES À AUTORISATION OU À DÉCLARATION EN APPLICATION DES ARTICLES L. 214-1 À L. 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Rubrique IOTA	Régime (*)	Libellé de la rubrique Critères de classement	Caractéristiques de l'installation Capacités maximales
3230-2	D	Création de plans d'eau, permanents ou non. Superficie supérieure à 0,1 hectare mais inférieure à 3 hectares.	Surface maximale de la fosse d'extraction en eau pendant chaque phase : 1,4 ha

(*) D : déclaration

CHAPITRE 1.3- CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4- DURÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1- DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'autorisation d'exploiter la carrière est accordée pour une durée de 20 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

La durée d'exploitation de 20 ans ne s'applique pas pour l'installation de traitement et transit de

matériaux (régime d'enregistrement) et l'installation de transit de déchets (régime de déclaration), qui sont autorisées sans durée limitative.

CHAPITRE 1.5- GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 1.5.1- OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées au chapitre 1.2 de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant la prise en charge des frais occasionnés par les travaux de remise en état du site.

Aucun aménagement ou exploitation ne pourra s'effectuer sur des terrains non couverts par une garantie financière.

ARTICLE 1.5.2- MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant minimum des garanties financières pour les périodes de cinq ans successives à compter de la date du présent arrêté, est fixé dans le tableau ci-dessous :

Périodes	Montant en euros TTC
1 ^{ère} phase quinquennale, à compter de la signature du présent arrêté :	312 150,00 €
2 ^{ème} phase quinquennale :	353 310,00 €
3 ^{ème} phase quinquennale :	323 200,00 €
4 ^{ème} phase quinquennale et jusqu'à la signature de l'arrêté préfectoral prévu à l'article 1.5.9 :	255 530,00 €

ARTICLE 1.5.3- ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le document attestant de la constitution des garanties financières doit être transmis au préfet en même temps que la déclaration de début des travaux visée à l'article 8.1.2 du présent arrêté.

Le document attestant la constitution des garanties financières doit être conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire fixé par l'arrêté ministériel du 31/07/12 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

ARTICLE 1.5.4- RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance :

- un mémoire précisant la situation de la carrière par rapport au phasage prévisionnel ;
- un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31/07/12 modifié ;
- la valeur de référence de l'indice public TP01 au moment de l'établissement des garanties financières ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01 ;
- le calcul d'actualisation du montant au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 conformément à l'article 1.5.5.

ARTICLE 1.5.5- ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

ARTICLE 1.5.6- RÉVISION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toute modification des conditions d'exploitation telle que définie au chapitre 1.2 du présent arrêté.

ARTICLE 1.5.7- ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent

arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514-1 de ce code. Conformément à l'article L.514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 1.5.8- APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières sont mises en œuvre :

- en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté en matière de remise en état, après intervention de la procédure de consignation prévue à l'article L514-1 du Code de l'Environnement.
- en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 1.5.9- LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

CHAPITRE 1.6- MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.6.1- PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.6.2- MISE À JOUR DE L'ÉTUDE DE DANGERS

L'étude des dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.6.3- ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents. Cette incompatibilité doit pouvoir être justifiée auprès de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 1.6.4- TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

ARTICLE 1.6.5- CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la demande préalable au Préfet. Doivent être annexés à cette demande les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières.

ARTICLE 1.6.6- CESSATION D'ACTIVITÉ

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : réaménagement en terrain naturel à vocation écologique et en terrain agricole.

Rappel des dispositions de l'article R. 512-39-1 du Code de l'environnement :

- l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations six mois au moins avant celle-ci ;

- la notification prévue indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité des terrains concernés du site ;
- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine ;
- L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.7- RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- ✓ des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression,
- ✓ des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1- EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1- OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 2.1.2- CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

La liste des consignes établie en application du présent article est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.2- RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1- RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3- INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1- PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

ARTICLE 2.3.2- ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

CHAPITRE 2.4- DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5- INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1- DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6- RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivant :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 3.1- CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1- DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et de la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 3.1.2- POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3- ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance, l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert.

ARTICLE 3.1.4- VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, etc.), et convenablement nettoyées,
- les surfaces où cela est possible sont végétalisées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant,
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ; la vitesse de circulation des engins et camions est limitée à 30 km/h sur la carrière et les pistes, des panneaux de limitation de vitesse sont positionnés sur le site et cette restriction est précisée dans les consignes à destination des travailleurs y compris pour les entreprises extérieures,
- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.5- ÉMISSIONS ET ENVOLS DE POUSSIÈRES

Rappel : les dispositions relatives aux émissions de poussières et au contrôle des niveaux d'empoussièrement sont fixées par l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières et l'article 37 de l'arrêté ministériel du 26/11/12 relatif à la rubrique 2515.

L'exploitant prendra toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières sur la carrière, ainsi qu'au niveau des installations de traitement des matériaux (foration - piste de circulation - mise en tas des matériaux - chargement - etc...)

Les stockages à l'air libre de produits pulvérulents sont interdits sur le site de la carrière.

Pour les stockages des produits en vrac, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Les équipements susceptibles d'être à l'origine d'émissions de poussières devront être équipés de dispositifs de limitation d'émission de poussières aussi complets et efficaces que possible. Toute défaillance du système d'humidification des matériaux provoquera l'arrêt de l'équipement.

Les stocks des produits en vrac sont positionnés pour limiter la prise au vent des vents dominants (tramontane et marin).

Les endroits susceptibles de produire des poussières notamment en période sèche, notamment les pistes, seront arrosés en tant que de besoin. Le débit de l'eau d'arrosage devra être réglé afin que les eaux puissent s'infiltrer naturellement dans le sol sans constituer un rejet.

Les matériaux de granulométrie fine (fillers) sont stockés dans un silo étanche.

Les fillers sont dépotés à l'aide de flexibles étanches puis transportés par camion-citerne.

Les camions transportant des granulométries fines (sables) sont bâchés avant la sortie de la carrière.

Un portique d'arrosage est positionné en sortie du site permettant l'humidification des chargements non bâchés.

En période très sèche et ventée (Tramontane avec valeur de ventosité à déterminer par l'exploitant et sur décision du chef de carrière), l'extraction et les opérations de concassage / criblage sont suspendues afin de limiter l'envol des poussières.

Conformément aux engagements pris dans le dossier de demande les déchets inertes sont humidifiés lors de l'opération de mise en trémie en amont du concasseur et de l'eau est pulvérisée en tant que de besoin sur les principaux points stratégiques tels que le gueulard, le convoyeur principal, le tapis d'évacuation latéral ainsi que le crible intégré afin de lier la poussière et empêcher qu'elle ne se répande.

L'exploitant décrit dans un document les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées et récapitule toutes les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières.

ARTICLE 3.1.6- PLAN DE SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.

Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.

Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1- PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1- ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception des installations pour limiter la consommation d'eau.

Les prélèvements d'eau dans le milieu sont interdits sur le périmètre de la carrière.

Sans préjuger des dispositions du décret du 24/09/1992 relatif à la limitation ou la suspension provisoire des usages de l'eau, les prélèvements d'eau sont faits à partir de :

ORIGINE DE L'EAU	Usage
Eau prélevée dans le bassin d'eaux claires de l'installation de traitement des matériaux dont le rechargement est assuré par le prélèvement autorisé au titre de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15/05/2006 relatif aux installations de traitement et situé hors du périmètre autorisé de la carrière.	Lutte contre les émissions de poussières : arrosage des pistes, brumisation... Lavage des installations et des engins

Tous les mois l'exploitant mentionne sur un registre les quantités d'eau utilisées notamment pour l'arroseuse mobile et calcule les débits mensuels et annuels.

ARTICLE 4.1.2- Plan d'action en situation de sécheresse

Article 4.1.2.1- Mesures en cas de sécheresse

L'exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d'économie prévues par l'arrêté cadre sécheresse décrites lorsque les niveaux de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le Préfet dans la zone d'alerte où sont localisés les prélèvements de l'établissement.

L'information sur les zones d'alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d'eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA <http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/>.

CHAPITRE 4.2- COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1- DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Sauf en cas de pluie d'occurrence exceptionnelle, supérieur à la décennale, le site n'est pas à l'origine de rejet vers le milieu extérieur superficiel.

ARTICLE 4.2.2- PLAN DES RÉSEAUX

Un plan de circulation des eaux de ruissellement est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le plan doit notamment faire apparaître :

- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3- ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des eaux de ruissellement sont conçus et aménagés de manière à être curables, et résister dans le temps aux actions physiques des effluents susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état. Ces contrôles doivent être consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les canalisations fixes de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de la carrière sont interdites.

CHAPITRE 4.3- TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1- EAUX PLUVIALES NON POLLUÉES

Un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement externes au site d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de la carrière en exploitation.

Les eaux pluviales intérieures tombant sur les zones en exploitation, les stocks et les infrastructures sont canalisées et collectées au sein des fosses d'extraction ou de points bas d'infiltration.

La capacité de stockage, quel que soit le phasage d'exploitation, est suffisante pour pouvoir y stocker la totalité des eaux lors d'une pluie d'occurrence décennale.

L'exploitant doit pouvoir justifier des capacités de stockage.

L'exploitant prendra toutes dispositions pour procéder à l'enlèvement des entraînements éventuels de matériaux provenant de la carrière en aval (pluie d'occurrence supérieure à décennale).

Le plan des réseaux prévu à l'article 4.2.2 mentionne les ouvrages de gestion des eaux pluviales et le sens d'écoulement vers les exutoires.

ARTICLE 4.3.2- EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES ET DE LAVAGE

L'entretien, le lavage des engins et véhicules, le ravitaillement des engins sur roues, susceptibles d'engendrer des eaux pluviales polluées, sont interdits sur le site de la carrière.

Ces opérations sont réalisées sur le site de l'installation de traitement de matériaux attenant à la carrière qui dispose d'aménagements spécifiques.

ARTICLE 4.3.3- EAUX DOMESTIQUES

Aucun rejet d'eaux usées sanitaires n'est autorisé sur le site de la carrière.

ARTICLE 4.3.4- QUALITÉ DES EFFLUENTS REJETÉS

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.

En situation normale le site de la carrière n'est pas à l'origine de rejet d'eaux dans le milieu naturel.

En situation exceptionnelle (pluie d'occurrence supérieure à décennale), les eaux pluviales sont évacuées à l'est du site suivant la topographie naturelle.

Les eaux rejetées doivent respecter les dispositions de l'article 18.2.3 de l'AM du 22/09/1994

TITRE 5 - DÉCHETS

CHAPITRE 5.1- PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1- LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

ARTICLE 5.1.2- SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément au décret n° 79-981 du 21 novembre 1979, modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du Décret 94-609 du 13 juillet 1994 et de l'article 8 du décret n°99-374 du 12 mai 1999, modifié, relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés sont soit réutilisés pour le réaménagement des talus suivant la technique « pneus-sol » soit éliminés conformément aux dispositions du Décret 2002-1563 du 24 décembre 2002 ; ils sont dans ce dernier cas remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

ARTICLE 5.1.3- CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS INTERNES DE TRANSIT DES DÉCHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

D'une façon générale les aires de transit des déchets sont repérées sur un plan et matérialisées au sein de l'entreprise.

En particulier une aire de transit de déchets doit être aménagée à proximité de l'aire de déchargement des déchets inertes.

ARTICLE 5.1.4- DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts. Il s'assure que les installations visées à l'article L511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

ARTICLE 5.1.5- DÉCHETS TRAITÉS OU ÉLIMINÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

A l'exception des installations spécifiquement autorisées, toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite. En particulier tout brûlage à l'air libre de déchets, de quelque nature qu'il soit, est interdit.

ARTICLE 5.1.6- TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions du décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.7- ÉPANDAGE

L'épandage des eaux résiduaires et des déchets est interdit.

ARTICLE 5.1.8- PLAN DE GESTION DES DÉCHETS

L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets « d'extraction » résultant du fonctionnement de la carrière qui doit être révisé tous les 5 ans, conformément aux dispositions de l'article 16 bis de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières. Ce plan est transmis au préfet.

TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1- DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1- AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2- VÉHICULES ET ENGINS

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

ARTICLE 6.1.3- APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2- NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1- VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores des installations ne doivent pas engendrer une émergence (différence entre le niveau du bruit ambiant, établissement en fonctionnement, et le niveau du bruit résiduel lorsque l'établissement est à l'arrêt) supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après en limites

des zones à émergence réglementée et en limites de propriété d'habitations occupées par des tiers qui ont été implantées avant la date de signature du présent arrêté.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

ARTICLE 6.2.2- NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB_(A) pour la période de jour et 60 dB_(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

CHAPITRE 6.3- VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 7.1- PRINCIPES DIRECTEURS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 7.2- CARACTÉRISATION DES RISQUES

ARTICLE 7.2.1- INVENTAIRE DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES PRÉSENTES DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.

L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.

Cet inventaire est tenu à la disposition permanente des services de secours.

CHAPITRE 7.3- INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 7.3.1- ACCÈS ET CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur du site. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables, gabarit des véhicules DFCI...) pour les moyens d'intervention.

Les aménagements d'accès à la voirie publique, la clôture et les barrières aux accès, sont maintenus en bon état.

ARTICLE 7.3.2- CONTRÔLE DES ACCÈS

Durant les heures d'activité, l'accès sur le site sera contrôlé. Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir libre accès aux chantiers et aux installations.

En dehors des heures ouvrées, les accès seront fermés.

ARTICLE 7.3.3- INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES – MISE À LA TERRE

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

CHAPITRE 7.4- GESTION DES OPÉRATIONS PORTANT SUR DES SUBSTANCES DANGEREUSES

ARTICLE 7.4.1- CONSIGNES D'EXPLOITATION DESTINÉES À PRÉVENIR LES ACCIDENTS

Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses, et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées.

ARTICLE 7.4.2- VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

ARTICLE 7.4.3- INTERDICTION DE FEUX

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

ARTICLE 7.4.4- FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.

Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

L'exploitant doit être en mesure de justifier le respect de ces prescriptions.

CHAPITRE 7.5- FACTEURS ET ÉLÉMENTS IMPORTANTS DESTINÉS À LA PRÉVENTION DES ACCIDENTS

ARTICLE 7.5.1- LISTE DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS POUR LA SÉCURITÉ

L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude des dangers la liste des facteurs importants pour la sécurité. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement

Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour.

CHAPITRE 7.6- PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.6.1- ORGANISATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.6.2- ÉTIQUETAGE DES SUBSTANCES ET PRÉPARATIONS DANGEREUSES

Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

A proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.

ARTICLE 7.6.3- RÉTENTIONS

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidage par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

ARTICLE 7.6.4- RÉSERVOIRS

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

ARTICLE 7.6.5- RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 7.6.6- TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DÉCHARGEMENTS

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

ARTICLE 7.6.7- ÉLIMINATION DES SUBSTANCES OU PRÉPARATIONS DANGEREUSES

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

CHAPITRE 7.7- MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.7.1- DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;

- d'une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournir un débit de 60 m³/h minimum.

L'exploitant est en mesure de justifier la disponibilité opérationnelle permanente de la réserve d'eau incendie.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

ARTICLE 7.7.2- CONSIGNES DE SÉCURITÉ

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel et/ou communiquées par écrit au personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- * L'interdiction de tout brûlage à l'air libre (excepté pour les exercices incendie) ;
- * L'interdiction de fumer ;
- * L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ;
- * L'obligation du « permis d'intervention » ou « permis de feu » ;
- * Les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- * Les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel ;
- * Les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- * La procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;
- * La procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 8.1- PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES CARRIÈRES

ARTICLE 8.1.1- AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES

Affichage : en complément de l'affichage des panneaux d'identification prévus par l'article 4 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières (panneaux indiquant en caractères apparents l'identité de l'exploitant, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté), un plan de circulation est affiché à l'entrée du site.

Bornage : les bornes délimitant le pourtour de l'exploitation et de nivellement sont implantées conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières.

Réseau de dérivation : le réseau de dérivation (fossé, merlon,...) empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières.

Accès à la voirie publique : L'accès à la voirie publique est aménagé conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières (accès aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique). En particulier une signalisation adéquate est mise en place au niveau de l'accès sur la RD.12 pour avertir de la sortie de poids-lourds en lien avec le gestionnaire de la RD.

ARTICLE 8.1.2- NOTIFICATION DE DÉBUT D'EXPLOITATION

Doit également être joint à la notification de début d'exploitation prévue à l'article 8 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières :

- l'audit de conformité du site prévu par l'article 9.3.2.

ARTICLE 8.1.3- DÉBOISEMENT DÉFRICHAGE DÉCAPAGE

Le déboisement, défrichage et décapage de toute nouvelle zone sont interdits.

ARTICLE 8.1.4- CLÔTURE

En complément de la clôture des zones dangereuses prévue par l'article 13 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières, le pourtour de la carrière est fermé sans discontinuité par une clôture solide et efficace ou toute autre dispositif équivalent, que l'on ne puisse franchir involontairement (haie dense - câble - grillage... etc.). Les accès et passages seront fermés par des barrières ou portes. Les pancartes prévues par l'article 13 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières sont positionnées le long de la clôture. Au moins une pancarte doit être visible en tout point du périmètre.

➡ Le bon état de la clôture et la présence des différentes pancartes et bornes prévues à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières sont vérifiés, sur tout le pourtour du site, au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées sur un registre ouvert à cet effet.

ARTICLE 8.1.5- DÉBROUSSAILLAGE

Le périmètre de la carrière doit être débroussaillé en permanence conformément à la réglementation en vigueur.

Les opérations de débroussaillage seront réalisées à des périodes limitant l'impact de l'opération sur la faune. L'exploitant doit pouvoir justifier des périodes retenues.

ARTICLE 8.1.6- INTÉGRATION PAYSAGÈRE

L'exploitant maintient :

- la haie mise en place au nord du site le long des parcelles n° 130,131, 132, 65, 64, 61, 60, 56, 4, 6, 8, 9, 12, 15, 16, conformément aux indications qui figurent sur le plan joint en annexe 2 du présent arrêté ;
- la trame verte mise en place à l'interface de la parcelle plantée d'oliviers et la zone de transit et traitement des déchets du BTP et minéraux, constituée d'une haie d'arbres de 5 à 10 m de haut (type frêne, saules, peupliers,...).

Pendant toute la période d'autorisation un suivi de la prise des plantations est mis en place avec remplacement éventuel des plants qui n'auraient pas pris. Ce suivi est formalisé sur un registre ouvert à cet effet avec repérage des zones à l'aide d'un plan et présenté sur le rapport environnement annuel prévu à l'article 9.3.1.

La hauteur des stocks sera limitée à 5m sur l'ensemble du site. Cette disposition est applicable à partir de 2025, conformément au programme de reprise de la hauteur des stocks.

Conformément aux engagements de la demande, l'exploitant met en place un contrôle visuel quotidien et un contrôle semestriel topographique pour vérifier la hauteur de stockage conformément aux engagements du dossier de demande.

ARTICLE 8.1.7- RAVITAILLEMENT / PLATE-FORME ENGINES / STATIONNEMENT DES ENGINES

Les conditions de ravitaillement et d'entretien respectent les dispositions de l'article 18.1 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières.

Le ravitaillement et l'entretien (vidange, réparation, ...) des engins sur pneus est interdit sur le site de la carrière.

Pour le ravitaillement des engins sur chenilles qui ne peut pas être réalisé sur l'aire prévue à cet effet (située au niveau de l'installation de traitement des matériaux hors site de la carrière), et en cas de panne interdisant le déplacement d'un engin, des précautions particulières pour éviter les risques d'égouttures et de pollution devront être prises et figurer dans une consigne spécifique.

Le stationnement des engins roulants sur le site de la carrière est interdit.

Les mesures suivantes prévues dans le dossier de demande sont mises en place pour limiter les risques de pollution :

- x Présence de kits anti-pollution dans chaque engin ;
- x Formation du personnel au risque en prévention et intervention ;
- x Rédaction d'une consigne spécifique ;
- x En cas de déversement d'hydrocarbures dans le plan d'eau, la pollution doit être isolée par la mise en place de barrage flottant permettant de récupérer les produits. L'exploitant doit s'assurer de la disponibilité de barrages flottant afin de permettre une mise en œuvre rapide ;
- x Les déchets issus des opérations de dépollution sont traités conformément aux dispositions réglementaires.

ARTICLE 8.1.8- CONDUITE DE L'EXPLOITATION

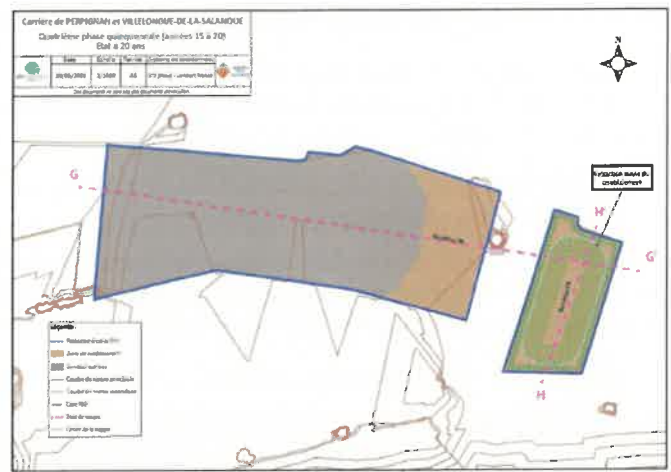
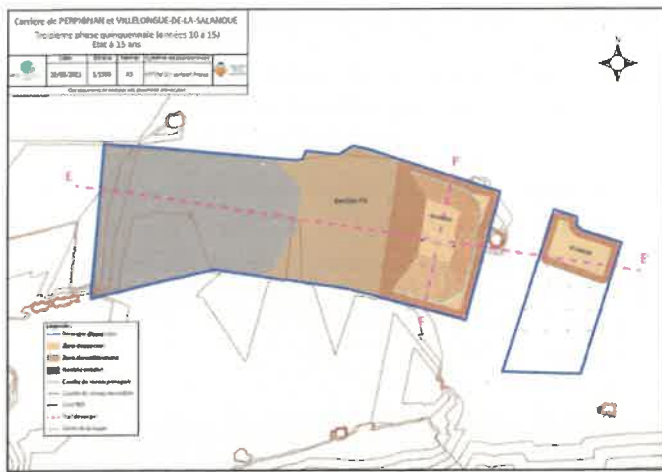
Article 8.1.8.1- Principe d'exploitation de la carrière

L'exploitation de la carrière comporte les opérations successives suivantes :

- x Décapage de la zone d'extraction et stockage des matériaux de décapage de manière sélective en périphérie de la carrière afin d'être conservés en vue de leur réutilisation lors de la remise en état ;
- x Extraction des déchets inertes précédemment déversés et mise en stocks pour le remblayage ultérieur du site ;
- x Extraction des matériaux alluvionnaires (sables et graviers) à la pelle hydraulique par campagne. L'extraction va être conduite en partie à sec (entre 5 et 6 m d'épaisseur, côte 7 à 8 m NGF) et en partie en eau (13 à 14 m d'épaisseur, côte minimale -6 m NGF) ;
- x Des butées ou levées de terre suffisamment dimensionnées sont mises en place au niveau de la zone d'extraction, afin d'éviter le risque de chute des engins ;
- x Transport et stockage temporaire, au sein de la station de transit, des stocks de matériaux extraits en attente de traitement ;
- x Reprise et chargement des matériaux bruts extraits par engins vers la plateforme de valorisation limitrophe ;
- x Réaménagement coordonné de la fosse d'excavation par remblaiement au moyen de déchets inertes et ce jusqu'à la côte initiale du terrain naturel (entre 13 et 14 m NGF).

Article 8.1.8.2- Caractéristiques principales d'exploitation

- Substances pour lesquelles l'autorisation est accordée : sables et graviers ;
- Extraction en fouille sèche jusqu'à la cote ≈ 7 m NGF, puis sous eau jusqu'à la cote de - 6 m NGF.
- Cotes de fond de fouille fixées à - 6 m NGF ;
- Hauteur de front maximale : 5 m ;
- Pente des talus :
 - extraction hors d'eau de 1H/1V ;
 - extraction en eau de 3H/1V au Sud de la zone d'extraction (côté rivière) ;
 - extraction en eau de 3H/2V pour le reste de la zone d'extraction ;
- Extraction "glissante" sur une longueur de 100 m avec remblaiement progressif à l'avancement des travaux ;
- Dimensions maximales des plans d'eau lors des différentes phases d'exploitation :



➡ Les conditions d'avancement de la carrière par rapport au phasage prévisionnel sont vérifiées annuellement. Le résultat de cette vérification est reporté dans le bilan environnement annuel prévu à l'article 9.3.1.

Article 8.1.8.5- Aménagement - entretien

Le carreau de la carrière sera constamment tenu en bon état. Les vieux matériels, ferrailles, bidons, pneumatiques et tous autres résidus ou déchets ne devront pas s'y accumuler. Ils seront traités et éliminés comme il est précisé au titre 5 « Déchets » ci avant.

L'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour éviter la prolifération de moustiques sur le site de la carrière. En particulier les retenues d'eau seront périodiquement désinsectisées. De même leurs abords seront entretenus régulièrement.

Article 8.1.8.6- Explosifs

L'utilisation d'explosifs est interdite sur le site de la carrière.

Article 8.1.8.7- Éclairage

L'éclairage du site est limité aux horaires de fonctionnement du site.

ARTICLE 8.1.9- REMISE EN ÉTAT

Article 8.1.9.1- Principe

La remise en état est réalisée conformément au plan qui figure en **annexe 3** du présent arrêté. Elle consiste :

- En une insertion satisfaisante de l'espace affecté par la zone d'extraction dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site qui est un retour à un usage agricole ou des espaces naturels. Pour cela la fosse d'extraction sera remblayée à la cote initiale afin de se raccorder aux terrains naturels limitrophes.
- Au maintien de l'utilisation de la zone de transit et de recyclage de matériaux en cohérence avec le règlement du PLU. Le cas échéant cette zone devra être réaménagée pour un retour à un usage agricole ou à des espaces naturels.

Par ailleurs le site sera laissé dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun danger ou inconvénients pour l'environnement (risque de chute - nuisances - pollutions).

La remise en état sera effectuée au fur et à mesure de l'avancée de l'extraction conformément aux indications figurant dans le dossier de la demande et le plan de phasage.

D'une manière générale les stériles de la découverte et de l'exploitation seront réutilisés le plus rapidement possible au modelage des terrains déjà exploités.

Les terrains ainsi modelés recevront une couche de terre végétale et feront l'objet d'une plantation d'espèces locales (d'une végétalisation : espèces herbacées, genêts, arbustes...).

Article 8.1.9.2- Fin d'exploitation

En fin d'exploitation la remise en état, telle que décrite ci-avant, sera achevée. De plus, les constructions tels que massifs d'ancrage, rampe d'accès, silos, installations diverses.... seront démantelées et rasées.

Seules les structures ayant une utilité après l'abandon de l'exploitation seront conservées.

L'emprise de la carrière sera débarrassée de tous les vieux matériels, objet et matériaux divers, déchets qui pourraient s'y trouver. Ils seront traités et éliminés comme des déchets conformément aux termes de l'article 13 ci-après.

Les matériaux résiduels seront régalez sur les surfaces non encore remises en état. Ils seront recouverts de terre arable puis végétalisés.

La remise en état devra être terminée six mois après l'arrêt définitif de l'exploitation et en tout état de cause avant l'échéance de la présente autorisation, sauf dans le cas où une nouvelle demande d'autorisation de poursuivre l'exploitation aura été sollicitée.

Article 8.1.9.3- Mesures particulières

En fin d'exploitation l'exploitant définit en lien avec les experts ornithologiques, les mesures à mettre en place pour favoriser l'attractivité du site pour la reproduction de l'Hirondelle de rivage et du guêpier d'Europe.

Article 8.1.9.4- Valorisation des stériles d'exploitation et des déchets inertes

Le réaménagement de la carrière à l'aide des stériles d'exploitation et des déchets inertes est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les conditions d'utilisation des déchets inertes sont fixées au chapitre 8.2 du présent arrêté.

CHAPITRE 8.2- PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES POUR LA RÉCEPTION DE DÉCHETS INERTES

ARTICLE 8.2.1- PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES

Les déchets utilisables pour le réaménagement de la carrière sont les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, et les déchets inertes du BTP. Les déchets inertes sont principalement issus du bassin de production de la Plaine de Roussillon.

L'enfouissement des déchets inertes provenant des déchetteries est interdit.

Les quantités de déchets inertes nécessaires au remblaiement de la carrière sont estimées à 724 000 m³.

Les inertes valorisables sont mélangés pour éviter les zones à trop fortes proportions d'argiles qui pourrait avoir un effet potentiel négatif sur les circulations souterraines et ne pas altérer la perméabilité et les directions d'écoulement.

Le déversement direct des déchets inertes sur la zone à réaménager est interdit. L'exploitant met en place un tri / contrôle à la réception afin de vérifier la qualité des déchets. La présence de déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, terres souillées, etc.... dans les déchets inertes utilisés en réaménagement est interdit.

Des containers à déchets sont positionnés à proximité de l'aire de tri / contrôle des déchets.

Les modalités de mise en place des zones de stockage des déchets d'extraction et de remblayage respectent les dispositions de l'article 11.5 et de l'article 12.3 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 relatif aux exploitations de carrières.

ARTICLE 8.2.2- PRESCRIPTIONS APPLICABLES POUR LA RÉCEPTION DE DÉCHETS INERTES RELEVANT DES RUBRIQUES 2515, 2516, 2517

L'admission des déchets inertes externes est réalisée dans les conditions prévues à l'arrêté du 12/12/14 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

CHAPITRE 8.3- PROTECTION DES GUÊPIERS D'EUROPE

L'exploitant doit veiller à la protection des guêpiers d'Europe. En particulier les mesures suivantes doivent être mises en place :

- Les opérations d'extraction sont stoppées dès lors qu'un guêpier d'Europe aura été observé et jusqu'à ce que tous les guêpiers d'Europe aient quitté le site, après la période d'envol des oisillons. Les périodes d'extraction et d'observation des guêpiers d'Europe sont reportées sur le rapport environnement annuel prévu à l'article 9.3.1 ;

- Lors de l'exploitation de la fosse ouest, le comblement total de la fosse d'extraction ne sera pas réalisé au droit des fronts nord de taille sablonneux créés par l'activité sur un linéaire d'environ 100 mètres ;
- Les travaux d'extraction seront maintenus à une distance horizontale de 10 mètres du pied de talus sablonneux permettant une mise en défens de cette zone. Cette bande de 10 mètres permettra d'assurer l'entretien de la zone (débroussaillage...) et facilitera l'accès aux écologues ;

Les linéaires de 100 m et 10 m de large sont repris sur la figure ci-dessous :



- des merlons sont aménagés et entretenus sur un linéaire d'environ 150 m pour permettre la nidification des guêpiers d'Europe conformément à la figure jointe à l'annexe 3 du présent arrêté ;
- Le suivi spécifique annuel des Guêpiers d'Europe est poursuivi sur la durée de l'autorisation par des spécialistes de l'avifaune afin de vérifier l'efficacité des mesures mises en œuvre et éventuellement adapter les mesures, suivant les préconisations des spécialistes de l'avifaune.
- Les observations de suivis font l'objet d'un rapport tous les trois ans qui sera joint au rapport environnement annuel prévu à l'article 9.3.1.

CHAPITRE 8.4- MESURES DIVERS

ARTICLE 8.4.1- PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITÉ

L'exploitant met en œuvre les mesures d'accompagnement, d'évitement et de réduction mentionnées dans la demande d'autorisation, à savoir notamment :

- Le terrassement des voies de circulation internes doit éviter la création d'ornières et l'accumulation d'eau, créant ainsi une défavorabilisation de la zone carrière à l'installation des amphibiens ;
- Mise en défens de deux secteurs colonisés par l'Euphorbe Terracine (environ 13 000 m² en zone Ouest et 1 600 m² environ au niveau de la friche au Sud du merlon) et suivi des populations concernées par un écologue compétent tous les 2 ans ;
- Poursuite des aménagements de talus propices au Guêpier d'Europe/ interdiction de travaux d'extraction en présence du Guêpier + suivi des populations avec rapport triennal (cf chapitre 8.3) ;
- Poursuite des aménagements de talus propices à l'hirondelle des rivages + Suivi des populations avec rapport triennal ;
- Aménagement d'hibernaculums pour les reptiles + suivi des populations par un écologue compétent tous les 2 ans.

L'exploitant présente un bilan de ces différentes mesures dans le rapport environnement annuel prévu à l'article 9.3.1.

ARTICLE 8.4.2- LUTE CONTRE LA PROLIFÉRATION DES AMBROISIES

L'exploitant est tenu :

- d'être en mesure d'identifier les ambrosies afin de pouvoir constater leur présence et mener les actions de prévention et de lutte prévu par le plan d'action départemental de prévention et de lutte contre les ambrosies ;
- de mettre en place une surveillance des ambrosies sur l'ensemble de son site d'exploitation ;

- de détruire les plans déjà développés et de mener toute autre action de lutte pour prévenir leur reproduction et leur implantation ;
- d'éviter toute dispersion de graines d'ambrosies par transport, ruissellement, engins afin de coloniser de nouvelles zones.

L'exploitant présente un bilan de ces différentes mesures dans le rapport environnement annuel prévu à l'article 9.3.1.

ARTICLE 8.4.3- COMMISSION LOCALE D'INFORMATION DES RIVERAINS

L'exploitant met en place en lien notamment avec les communes de Perpignan et Villelongue-de-la-Salanque une commission locale d'information des riverains.

Les frais d'établissement et de fonctionnement de la commission sont pris en charge par l'exploitant.

L'exploitant propose au minimum une réunion annuelle.

Les comptes-rendus sont transmis aux participants et à l'inspection des installations classées.

L'exploitant présente bilan des différentes réunions dans le rapport environnement annuel prévu à l'article 9.3.1.

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1- PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1- PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto-surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

L'exploitant suit les résultats de mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto-surveillance.

CHAPITRE 9.2- MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1- MESURE DE L'IMPACT DES RETOMBÉES DE POUSSIÈRES SUR L'ENVIRONNEMENT

Les retombées de poussières dans l'environnement sont évaluées en continu conformément aux dispositions de l'article 3.1.6 « Plan de surveillance des émissions de poussières » du présent arrêté.

L'échantillonnage et l'analyse des échantillons sont confiés à un organisme extérieur indépendant de l'exploitant.

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures des retombées de poussières réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation.

Ce bilan est joint au rapport environnement annuel prévu à l'article 9.3.1.

ARTICLE 9.2.2- AUTO SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

La qualité des eaux souterraines est contrôlée annuellement à partir d'au moins 7 piézomètres dont un est implanté en amont du site et 4 en aval des fosses d'extraction, conformément au plan ci-dessous.



Les piézomètres sont réalisés conformément aux spécifications techniques prévues par la norme française en vigueur relative à la réalisation d'un forage de contrôle de la qualité de l'eau souterraine au droit d'un site potentiellement pollué.

Le choix de l'implantation des ouvrages sera effectué sur la base d'une étude hydraulique avec objectif de contrôler l'impact des 2 zones d'excavation. En particulier sont ajoutés 2 piézomètres à l'extrémité nord-est du site conformant aux préconisations du rapport BERGASUD, aux 5 piézomètres existants (PZA, PZB, PZC, PZD, PZE).

Les paramètres mesurés seront les suivants : niveau piézométrique, pH, conductivité (ou résistivité), métaux lourds, hydrocarbures, DCO, MES.

L'exploitant fait figurer dans le rapport environnement annuel prévu à l'article 9.3.1 les résultats des mesures piézométriques. Ces résultats doivent rappeler les données des mesures effectuées depuis le démarrage et commenter les évolutions éventuelles.

Toute anomalie est signalée à l'inspection des installations classées et à l'ARS dans les meilleurs délais. En parallèle à cette information l'exploitant propose et met en œuvre un renforcement des mesures de surveillance.

ARTICLE 9.2.3- AUTO SURVEILLANCE DE LA VITESSE DU VENT ET DE LA PLUVIOMÉTRIE

La direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées conformément aux dispositions de l'article 3.1.6.

Les résultats du suivi des données météorologiques sont reportés dans le bilan des mesures de retombées de poussières.

ARTICLE 9.2.4- RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Les quantités d'eau prélevées et utilisées sur la carrière par source d'approvisionnement sont déterminées mensuellement.

Les résultats sont portés sur un registre et dans le bilan environnement annuel prévu à l'article 9.3.1.

ARTICLE 9.2.5- AUTO SURVEILLANCE DES DÉCHETS

Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues.

L'exploitant utilisera pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.

L'exploitant fait figurer dans le bilan environnement annuel un bilan prévu à l'article 9.3.1 une synthèse sur la production et l'élimination des déchets avec les informations concernant :

- x l'origine,
- x la nature,
- x les caractéristiques,

- x les quantités,
- x la destination
- x les modalités d'élimination des déchets produits, remis à un tiers ou pris en charge.

Le plan de gestion des déchets prévu à l'article 5.1.8 est révisé tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan.

ARTICLE 9.2.6- AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

Une mesure de la situation acoustique est effectuée tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée.

Les résultats des mesures des niveaux sonores sont reportés dans le bilan environnement annuel prévu à l'article 9.3.1 avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

CHAPITRE 9.3- BILAN ANNUEL ET AUDIT ENVIRONNEMENTAL

ARTICLE 9.3.1- BILAN ENVIRONNEMENT ANNUEL

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 31 mars de l'année suivante, un bilan annuel portant sur l'année précédente et comportant notamment :

- une synthèse des résultats des mesures réalisées en application du présent arrêté. Ces résultats sont accompagnés, à chaque fois que cela semble pertinent, par une présentation graphique de l'évolution des résultats obtenus sur une période représentative du phénomène observé, avec tous commentaires utiles. Ils sont par ailleurs comparés à la valeur limite applicable ;
- un bilan des quantités de matériaux extraites, stockées, traitées dans les installations et qui sont sorties de la carrière ;
- un point sur l'état d'avancement de l'exploitation et des remises en état au regard du phasage figurant dans le dossier de demande d'autorisation ;
- le point sur les différentes demandes figurant dans la présente autorisation (suivi des plantations, suivi des guêpiers d'Europe, mesures en faveur de la biodiversité, mesures contre la prolifération des ambrosies ;
- bilan de l'autosurveillance (eaux souterraines, mesures des retombées de poussières dans l'environnement, suivi des données météorologiques, consommation d'eau, bilan des déchets, mesures des niveaux sonores) ;
- bilan des réunions de la commission de suivi ;
- tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public ;
- la description et les causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation ;
- le plan d'exploitation et de remise en état.

ARTICLE 9.3.2- AUDITS ENVIRONNEMENT

Une vérification systématique et exhaustive du respect point par point des prescriptions de l'arrêté d'autorisation et des arrêtés de prescriptions générales applicables est périodiquement effectuée, à intervalles n'excédant pas 3 ans.

En cas de demande de l'inspection des installations classées cette vérification est effectuée par un organisme extérieur compétent et indépendant.

Les résultats de ces vérifications doivent être archivés, au minimum 5 ans et tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.

Le premier audit devra être réalisé par un organisme extérieur compétent et indépendant choisi en accord avec l'inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté.

TITRE 10 PUBLICITÉ - EXÉCUTION

CHAPITRE 10.1- PUBLICITÉ

Rappel des dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale d'un mois.

CHAPITRE 10.2- DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Rappel des dispositions de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Les décisions mentionnées aux articles L. 211-6 et L. 214-10 et au I de l'article L. 514-6 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Rappel des dispositions de l'article L. 514-6-III du Code de l'environnement

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative

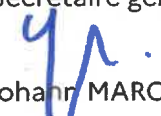
CHAPITRE 10.3- NOTIFICATION

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire par la voie administrative et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Pyrénées-Orientales.

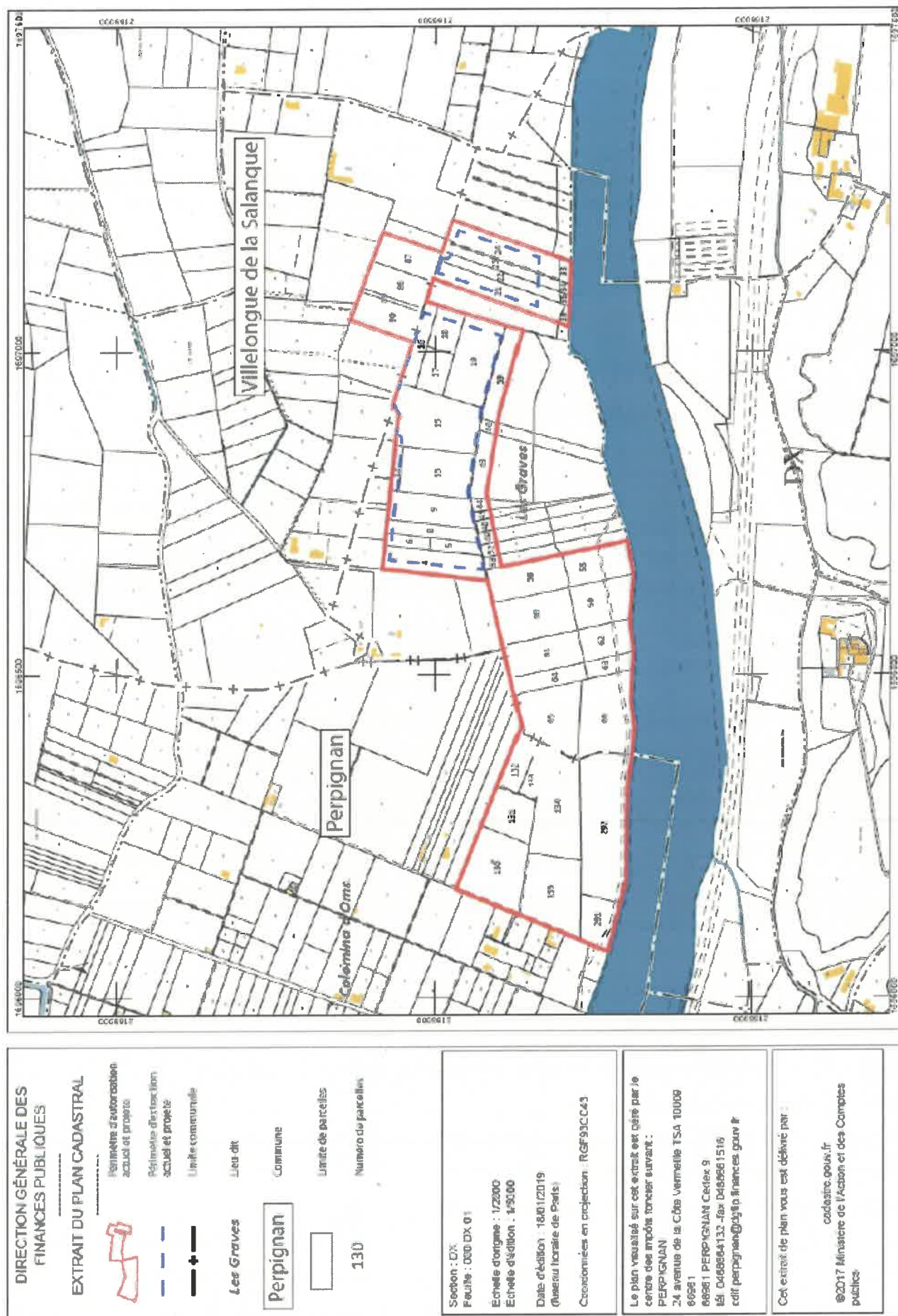
Ampliation en sera adressée à :

- ✓ la commune de PERPIGNAN et la commune de VILLELONGUE-DE-LA-SALANQUE spécialement chargées d'assurer l'affichage prescrit à l'article précédent, et de faire parvenir à la préfecture le Procès-Verbal de l'accomplissement de cette formalité ;
 - ✓ la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
 - ✓ l'Agence régionale de santé
 - ✓ l'inspection de l'environnement en poste à la subdivision de la DREAL de Perpignan
 - ✓ le service Départemental d'Incendie et de Secours ;
- chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

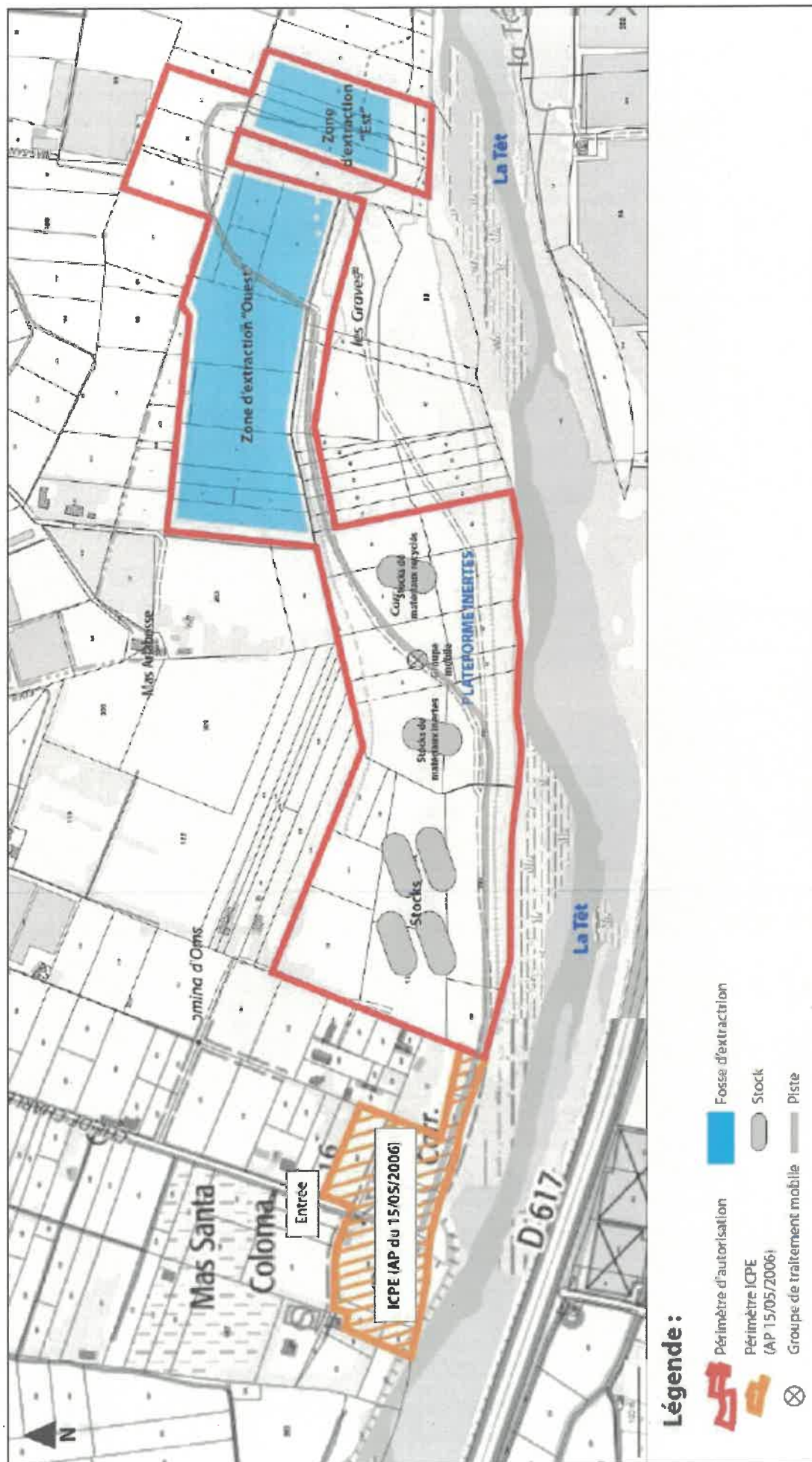
Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,


Yohann MARCON

ANNEXE 1 : PLAN CADASTRAL



ANNEXE 2 : PLAN D'ENSEMBLE



ANNEXE 3 : PLAN DE PRINCIPE DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA CARRIÈRE

Merlon avec pente interne, vide, sableuse, non végétalisée, côté sud, favorable à l'accueil de sédiments d'érosion (mesure déjà réalisée)



Maintien d'une taloise d'1,5 à 2 m pour Guepiers (mesure déjà réalisée)

Zone de transit de matériaux bruts en attente de traitement

Perimètre des installations de traitement (autorisées par AP du 15/06/2006)

Réplique naturelle de qualité

Reconstitution d'un maillage de haies en limite nord de la zone de renouvellement ainsi que dans l'angle nord-ouest de l'extension

Plateforme de recyclage de matériaux inertes

Mise en culture des parcelles remblayées

Création d'une zone tampon entre le couvert végétal naturel existant et les parcelles agricoles

Marionne en limite nord-est retirée lors du réaménagement de la zone

Secteur abandonné et remis en état en 2012 (plantations d'oliviers)

Perimètre autorisé (AP 1/03/2013), sollicité dans le cadre du projet de renouvellement

13,5 m NGF

7 m NGF

-5 m NGF



Schéma du remblaiement

Fond : © 2008 - IGN - photo aérienne 2009 géoportail Echelle 1/4000
Source : ENCEM Montbeller - 2011

SOMMAIRE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES	2
CHAPITRE 1.1- Bénéficiaire et portée de l'autorisation	2
ARTICLE 1.1.1- Exploitant titulaire de l'autorisation	2
ARTICLE 1.1.2- Parcellaire	3
ARTICLE 1.1.3- Autres limites de l'autorisation	3
ARTICLE 1.1.4- Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs	4
ARTICLE 1.1.5- Installations connexes et application des arrêtés ministériels	4
CHAPITRE 1.2- Nature des installations	5
ARTICLE 1.2.1- Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées	5
ARTICLE 1.2.2- Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement	5
CHAPITRE 1.3- Conformité au dossier de demande	5
CHAPITRE 1.4- Durée de l'autorisation	5
ARTICLE 1.4.1- Durée de l'autorisation	5
CHAPITRE 1.5- Garanties financières	6
ARTICLE 1.5.1- Objet des garanties financières	6
ARTICLE 1.5.2- Montant des garanties financières	6
ARTICLE 1.5.3- Établissement des garanties financières	6
ARTICLE 1.5.4- Renouvellement des garanties financières	6
ARTICLE 1.5.5- Actualisation des garanties financières	6
ARTICLE 1.5.6- Révision du montant des garanties financières	6
ARTICLE 1.5.7- Absence de garanties financières	7
ARTICLE 1.5.8- Appel des garanties financières	7
ARTICLE 1.5.9- Levée de l'obligation de garanties financières	7
CHAPITRE 1.6- Modifications et cessation d'activité	7
ARTICLE 1.6.1- Porter à connaissance	7
ARTICLE 1.6.2- Mise à jour de l'étude de dangers	7
ARTICLE 1.6.3- Équipements abandonnés	7
ARTICLE 1.6.4- Transfert sur un autre emplacement	7
ARTICLE 1.6.5- Changement d'exploitant	7
ARTICLE 1.6.6- Cessation d'activité	7
CHAPITRE 1.7- Respect des autres législations et réglementations	8
TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT	8
CHAPITRE 2.1- Exploitation des installations	8
ARTICLE 2.1.1- Objectifs généraux	8
ARTICLE 2.1.2- Consignes d'exploitation	8
CHAPITRE 2.2- Réserves de produits ou matières consommables	8
ARTICLE 2.2.1- Réserves de produits	8

CHAPITRE 2.3- Intégration dans le paysage	9
ARTICLE 2.3.1- Propreté	9
ARTICLE 2.3.2- Esthétique	9
CHAPITRE 2.4- Danger ou Nuisances non prévenus	9
CHAPITRE 2.5- Incidents ou accidents	9
ARTICLE 2.5.1- Déclaration et rapport	9
CHAPITRE 2.6- récapitulatif des Documents tenus à la disposition de l'inspection	9
TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE	9
CHAPITRE 3.1- Conception des installations	9
ARTICLE 3.1.1- Dispositions générales	9
ARTICLE 3.1.2- Pollutions accidentelles	10
ARTICLE 3.1.3- Odeurs	10
ARTICLE 3.1.4- Voies de circulation	10
ARTICLE 3.1.5- Émissions et envols de poussières	10
ARTICLE 3.1.6- Plan de surveillance des émissions de poussières	11
TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES	11
CHAPITRE 4.1- Prélèvements et consommations d'eau	11
ARTICLE 4.1.1- Origine des approvisionnements en eau	11
ARTICLE 4.1.2- Plan d'action en situation de sécheresse	12
CHAPITRE 4.2- Collecte des effluents liquides	12
ARTICLE 4.2.1- Dispositions générales	12
ARTICLE 4.2.2- Plan des réseaux	12
ARTICLE 4.2.3- Entretien et surveillance	12
CHAPITRE 4.3- types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu	12
ARTICLE 4.3.1- Eaux pluviales non polluées	12
ARTICLE 4.3.2- Eaux pluviales susceptibles d'être polluées et de lavage	13
ARTICLE 4.3.3- EAUX Domestiques	13
ARTICLE 4.3.4- Qualité des effluents rejetés	13
TITRE 5 - DÉCHETS	13
CHAPITRE 5.1- Principes de gestion	13
ARTICLE 5.1.1- Limitation de la production de déchets	13
ARTICLE 5.1.2- Séparation des déchets	13
ARTICLE 5.1.3- Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets	13
ARTICLE 5.1.4- Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement	14
ARTICLE 5.1.5- Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement	14
ARTICLE 5.1.6- Transport	14
ARTICLE 5.1.7- Épandage	14
ARTICLE 5.1.8- plan de gestion des déchets	14
TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS	14
CHAPITRE 6.1- Dispositions générales	14
ARTICLE 6.1.1- Aménagements	14

ARTICLE 6.1.2- Véhicules et engins	14
ARTICLE 6.1.3- Appareils de communication	15
CHAPITRE 6.2- Niveaux acoustiques	15
ARTICLE 6.2.1- Valeurs Limites d'émergence	15
ARTICLE 6.2.2- NIVEAUX LIMITES DE BRUIT	15
CHAPITRE 6.3- VIBRATIONS	15
TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES	15
CHAPITRE 7.1- Principes directeurs	15
CHAPITRE 7.2- Caractérisation des risques	15
ARTICLE 7.2.1- Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement	15
CHAPITRE 7.3- infrastructures et installations	16
ARTICLE 7.3.1- Accès et circulation dans l'établissement	16
ARTICLE 7.3.2- contrôle des accès	16
ARTICLE 7.3.3- Installations électriques – mise à la terre	16
CHAPITRE 7.4- gestion des opérations portant sur des substances dangereuses	16
ARTICLE 7.4.1- Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents	16
ARTICLE 7.4.2- Vérifications périodiques	16
ARTICLE 7.4.3- Interdiction de feux	17
ARTICLE 7.4.4- Formation du personnel	17
CHAPITRE 7.5- facteurs et Éléments importants destinés à la prévention des accidents	17
ARTICLE 7.5.1- Liste des Éléments importants pour la sécurité	17
CHAPITRE 7.6- Prévention des pollutions accidentelles	17
ARTICLE 7.6.1- Organisation de l'établissement	17
ARTICLE 7.6.2- Étiquetage des substances et préparations dangereuses	17
ARTICLE 7.6.3- Rétentions	18
ARTICLE 7.6.4- Réservoirs	18
ARTICLE 7.6.5- RÈGLES DE GESTION DES STOCKAGES EN RÉTENTION	18
ARTICLE 7.6.6- TRANSPORTS - CHARGEMENTS - DÉCHARGEMENTS	18
ARTICLE 7.6.7- Élimination des substances ou préparations dangereuses	18
CHAPITRE 7.7- moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	19
ARTICLE 7.7.1- DÉFINITION GÉNÉRALE DES MOYENS	19
ARTICLE 7.7.2- CONSIGNES DE SÉCURITÉ	19
TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT	20
CHAPITRE 8.1- PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES carrières	20
ARTICLE 8.1.1- Aménagements préliminaires	20
ARTICLE 8.1.2- Notification DE DÉBUT D'EXPLOITATION	20
ARTICLE 8.1.3- Déboisement défrichage décapage	20
ARTICLE 8.1.4- Clôture	20
ARTICLE 8.1.5- Débroussaillage	20
ARTICLE 8.1.6- Intégration paysagère	20

ARTICLE 8.1.7- Ravitaillement / Plate-forme engins / Stationnement des engins	21
ARTICLE 8.1.8- CONDUITE DE L'EXPLOITATION	21
ARTICLE 8.1.9- REMISE EN ÉTAT	24
CHAPITRE 8.2- PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES pour la réception de déchets inertes	25
ARTICLE 8.2.1- Prescriptions spécifiques	25
ARTICLE 8.2.2- Prescriptions Applicables pour la réception de déchets inertes relevant des rubriques 2515, 2516, 2517	25
CHAPITRE 8.3- PROTECTION des guépiers d'europe	26
CHAPITRE 8.4- Mesures divers	26
ARTICLE 8.4.1- Prescriptions spécifiques en faveur de la biodiversité	26
ARTICLE 8.4.2- Lute contre la prolifération des ambrosies	27
ARTICLE 8.4.3- Commission locale d'information des riverains	27
TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS	27
CHAPITRE 9.1- Programme d'auto surveillance	27
ARTICLE 9.1.1- Principe et objectifs du programme d'auto surveillance	27
CHAPITRE 9.2- Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance	28
ARTICLE 9.2.1- Mesure de l'impact des retombées de poussières sur l'environnement	28
ARTICLE 9.2.2- AUTO SURVEILLANCE DES EAUX souterraines	28
ARTICLE 9.2.3- AUTO SURVEILLANCE DE LA vitesse du vent et de la pluviométrie	28
ARTICLE 9.2.4- RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU	29
ARTICLE 9.2.5- AUTO SURVEILLANCE DES DÉCHETS	29
ARTICLE 9.2.6- auto surveillance des niveaux sonores	29
CHAPITRE 9.3- Bilan annuel et audit environnemental	29
ARTICLE 9.3.1- BILAN ENVIRONNEMENT ANNUEL	29
ARTICLE 9.3.2- Audits environnement	30
TITRE 10 PUBLICITÉ - EXÉCUTION	30
CHAPITRE 10.1- PUBLICITÉ	30
CHAPITRE 10.2- DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS	30
CHAPITRE 10.3- Notification	31
ANNEXE 1 : PLAN CADASTRAL	32
ANNEXE 2 : PLAN D'ENSEMBLE	33
ANNEXE 3 : PLAN DE PRINCIPE DE RÉAMÉNAGEMENT DE LA CARRIÈRE	34
SOMMAIRE	35